



Numéro 2

6 février 2022

Le « Convoi de la liberté » à Ottawa

- **L'anarchie engendre la violence**

- *Pauline Easton* -

- **Désinformation et artifice de la pire sorte pour diviser - Ne blâmez pas les camionneurs!**

- **Barrage routier à la frontière de l'Alberta et du Montana**

- **Les travailleurs donnent des faits pour contrer la désinformation**

du « Convoi de la liberté »

- *Normand Chouinard* -

Opposons-nous à l'intégration du Canada à l'économie de guerre des États-Unis

- **Le premier ministre de l'Alberta assiste à la réunion nationale**

des gouverneurs à Washington

- **Le problème des puits de pétrole et de gaz orphelins**

- *K.C. Adams* -

- **Un projet minier en terres rares en Colombie-Britannique lié**

à l'économie de guerre des États-Unis

- *Fernand Deschamps* -

Parti communiste du Brésil

- **Un salut rouge à une combattante de longue date pour**

le pouvoir démocratique au Brésil

Parti communiste du Vietnam

- **Vive le Vietnam révolutionnaire à l'occasion de son 92e anniversaire!**

- **La politique extérieure du Vietnam est constructive et fondée sur les principes**

- *Philip Fernandez* -

Le « Convoi de la liberté » à Ottawa

L'anarchie engendre la violence

- *Pauline Easton* -

Les intérêts privés supranationaux étroits agissant derrière le soi-disant « Convoi de la liberté » qui crée des difficultés à Ottawa et dans d'autres villes et provinces ont abaissé la culture politique à un échange de quelques jurons et font tout pour créer la confusion et la peur.

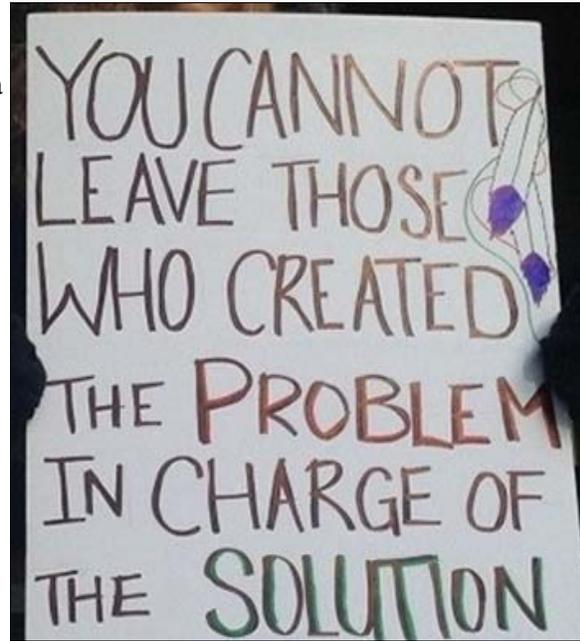
Cette situation est facilitée par l'autorité qui existe aux niveaux fédéral et provincial qui sert des intérêts précis. Toute considération pour le bien-être de la population et du corps politique a été remplacée par des postures et des luttes intestines des partis du cartel qui agissent chacun dans son propre intérêt. La situation a dégénéré à tel point que le discours politique a été supplanté par l'échange d'épithètes entre adversaires et contre ceux qui luttent pour leurs droits. C'est ce qui se passe lorsque la régression est imposée : elle donne lieu à l'anarchie et à la violence. Ce n'est pas une réponse aux crises globales auxquelles le Canada et le monde sont confrontés.

Le mot anarchie décrit une situation où chacun est forcé de se débrouiller seul, les très riches ayant mis le pouvoir de décision et les agences de l'État à leur disposition. Ces intérêts privés étroits

n'acceptent aucune autorité supérieure à la leur, ce qui rend les assemblées législatives superflues dans la prise de décision. Les assemblées législatives en sont réduites à la tâche de voter des stratagèmes pour payer les riches et à mettre toutes les ressources à leur disposition. Les partis du cartel ont pour rôle de donner à ces agissements une façade de grands idéaux tandis que le peuple est abandonné à son sort en l'absence d'une autorité étatique unificatrice qui défend le bien public.

L'anarchie va de pair avec la violence car les méthodes utilisées autrefois pour régler les conflits au sein de la classe dominante, comme la tenue d'élections, ne permettent plus de le faire. Le recours à la force est la seule alternative que reconnaît la classe dominante, mais lorsqu'il s'agit de violations flagrantes de la loi et de l'ordre par les voyous qui se font appeler « convoi de la liberté » à Ottawa, elle a une réticence à le faire.

Le conseil municipal d'Ottawa a maintenant déclaré l'état d'urgence. L'ordonnance ne donne pas de pouvoirs accrus à la police et ne demande pas l'intervention des forces armées, mais elle montre la réticence de la classe dirigeante à recourir à des mesures de maintien de l'ordre lorsqu'il s'agit des contradictions dans ses propres rangs. Le gouvernement Trudeau a fait des pieds et des mains pour dire qu'il défend la liberté d'expression et de manifestation tant qu'elle est respectueuse de la loi, mais tout le monde peut voir que ses dispositions en matière de loi et d'ordre sont réservées aux peuples autochtones et aux manifestants qui luttent pour la justice sociale, contre la guerre et pour d'autres causes sociales et politiques, et non aux voyous qui se pavent à Ottawa au nom de la liberté. C'est un rappel de ce qui s'est passé à Washington le 6 janvier 2021. Le violent saccage du Capitole et le coup d'État manqué ont été qualifiés d'insurrection. L'administration Biden a lancé des accusations de « sédition » et songe à porter des accusations de trahison, mais elle n'a pas réussi à forcer ses rivaux dans la lutte pour le pouvoir à se soumettre à son autorité. Et l'on peut prédire que la même chose se produira au Canada. Tout cela souligne que la violence qui accompagne les proclamations de « liberté d'expression » et de manifestation est inhérente à l'état d'anarchie qui s'est installé, où diverses factions tentent d'affirmer leur suprématie tout en s'unissant lorsqu'il s'agit de réprimer les luttes du peuple.



Les arrangements constitutionnels qui justifient le recours aux instruments de la loi et de l'ordre sont essentiellement conçus pour rendre la « justice » coloniale et renforcer des structures qui favorisent la discrimination, la misogynie et l'intolérance contre l'affirmation des intérêts des travailleurs, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones. Ceux qui ont usurpé le pouvoir en accaparant les postes de pouvoir et d'influence ont du mal à utiliser ces instruments de loi et d'ordre contre leurs rivaux dans la course pour le pouvoir, alors que ni eux ni leurs rivaux ne bénéficient du soutien du peuple.

Comment alors évaluer ce qui se passe sous nos yeux ? Comment déterminer le caractère de cette période historique ? Les peuples doivent-ils accepter qu'il n'y a pas d'alternative à l'état d'anarchie et de violence qui existe ?

Pour bien comprendre ce qui se passe, il est nécessaire de reconnaître qu'un grand conflit a éclaté entre deux visions fondamentalement opposées, l'une qui est contre-révolutionnaire et lutte pour préserver le statu quo et les positions de privilège et de pouvoir, et l'autre qui est révolutionnaire et cherche à faire naître le Nouveau et à ouvrir la voie au progrès de la société.



Ce n'est qu'en examinant la situation d'un point de vue qui révèle le besoin de changement, de progrès et d'avancement de la société qu'on peut mettre fin au statu quo de l'anarchie et de la violence et stopper la régression. Et ce n'est que la classe ouvrière qui a intérêt à le faire. À cet égard, le « isme » auquel adhère une personne ou une organisation n'a plus vraiment d'importance. Ce qui compte, c'est de savoir si la conception du monde des forces combattantes correspond ou non aux exigences de l'époque et si l'action de ces forces mène à des solutions favorables au peuple plutôt qu'au maintien du statu quo. Sans cela, mettre des étiquettes sur les choses, dont les idéologies, n'a aucun sens. Non seulement ces étiquettes n'ont plus de sens, mais elles causent du tort car elles empêchent les gens de regarder la réalité en

face et les incitent plutôt à s'emporter et à se maudire les uns les autres, en espérant que les partis du cartel, les tribunaux et les agences de maintien de l'ordre régleront les problèmes d'une manière qui leur soit favorable.

L'intérêt de ceux qui occupent les hautes fonctions du pouvoir aux niveaux fédéral et provincial est servi par le maintien du statu quo. Ils essaient de garder le contrôle en concentrant de plus en plus de pouvoir entre les mains de l'exécutif qui, à son tour, est contrôlé par des intérêts privés étroits. Lorsqu'il s'agit des travailleurs, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones, ils fulminent contre ceux qui refusent de se soumettre à leurs lois injustes et aux violations de leurs droits, les traitant de fauteurs de troubles ou les accusant de tel ou tel « isme ». Les travailleurs, les jeunes, les femmes et les peuples autochtones sont traités de tous les noms dans l'espoir de pouvoir les rendre responsables de tout ce qui se passe. C'est dans cette veine que les médias officiels imputent les troubles à Ottawa aux « camionneurs » alors qu'il est évident que ces événements sont orchestrés par des intérêts privés et n'ont rien à voir avec les réclamations que les camionneurs ont en droit de faire à la société concernant leurs conditions de vie et de travail.

Les factions de la classe dirigeante, leurs conseillers et les experts de toutes sortes se lancent également des injures, s'accusent mutuellement de sédition et ainsi de suite. Tout cela révèle que leur monde ne fonctionne plus et que les conditions exigent une autorité qui soit au diapason avec son temps, avec la nécessité d'arrêter de payer les riches, de faire respecter les droits de tous, de renouveler le processus politique à l'avantage du peuple, et non des représentants des intérêts privés supranationaux les plus étroits qui agissent aux mépris du bien-être du peuple, pour que le peuple puisse gouverner et humaniser l'environnement social et naturel.

L'histoire de la civilisation nous montre que ceux qui profitaient du statu quo à une époque donnée se sont toujours battus avec acharnement pour empêcher la création d'une nouvelle forme de société, même quand les conditions l'exigeaient. Ils ont donné naissance à des conceptions du monde qui présentaient les développements uniquement sous l'angle qui les servait.

Aujourd'hui, de telles conceptions égocentriques du monde sont promues massivement partout dans le monde. Leur particularité est de ne tenir aucun compte des conclusions de l'étude et de l'analyse des développements contemporains et de ce qu'ils révèlent. Par exemple, les stratagèmes pour payer les riches rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres et cette tendance est actuellement hors de contrôle. Elle a beau tenter par tous les moyens, la classe dirigeante a du mal

à faire accepter ses décisions comme étant dans l'intérêt du peuple. Elle agit donc plus discrètement. Il est également très préoccupant pour la société de voir que l'État permet aux racistes et aux fascistes organisés par l'État de s'organiser et de prendre de la place. Ils sont encouragés et soutenus par les plus hauts échelons de la richesse et du pouvoir et leur rôle est de causer des perturbations, de créer la peur, d'organiser des coups d'État comme aux États-Unis et des imitations comme celle qui a lieu à Ottawa en ce moment et qui rend les résidents de la ville furieux. Sur le plan de la guerre, les gouvernants et leurs partis cartellisés pratiquent la politique de l'apaisement face aux fauteurs de guerre aux États-Unis et tentent de faire passer les États-Unis et l'OTAN pour des organisations pacifiques.

Le gouvernement du Canada et les partis du cartel au Parlement fédéral ont recours à ce qu'on appelle la politique identitaire et s'échangent des épithètes de toutes sortes pour avancer leur lutte de factions et inciter les gens à choisir un camp ou l'autre. Ils attisent les passions pour détourner l'attention de la corruption de leur pouvoir tout en faisant croire qu'ils défendent des idéaux élevés. Leurs tentatives de justifier les dangers que représente leur politique d'apaisement envers les viséesbellicistes des États-Unis atteignent la limite de l'absurde.

De même, au niveau provincial, les luttes de factions pour le contrôle des rênes du pouvoir sont féroces et ce sont les citoyens qui paient, de leur vie, étant forcés de se débrouiller seul. Leur ordre du jour de loi et ordre cible les personnes qui se battent, mais quand il s'agit de ce qu'on appelle les crimes de col blanc et leurs propres conflits d'intérêts, ils y vont plus en douceur. Les crimes commis par les plus hauts échelons, y compris les tribunaux, contre les peuples autochtones, les travailleurs, les aînés, les jeunes et les peuples du monde confrontés à des dirigeants corrompus mis en place par des puissances étrangères sont considérés comme « compréhensibles » et traités comme d'inévitables dommages collatéraux. La politique de deux poids deux mesures et le choc des conceptions du monde quand il s'agit de déterminer qui et quoi est indispensable et qui et quoi ne l'est pas sont plus évidents que jamais.

Dans ces circonstances, il est crucial que le peuple s'élève contre les agissements des dirigeants, leurs excuses et leur incapacité à assumer leurs responsabilités sociales, qui montrent plus que jamais qu'ils ne sont pas aptes à gouverner.

La pratique d'affirmer la supériorité d'une croyance sur une autre, ou d'une personne ou d'un parti sur un autre, ou de mettre en oeuvre des politiques, des décisions et des pratiques qui déclarent certains peuples ou pays jetables et d'autres indispensables sont autant de moyens utilisés pour faire en sorte que les luttes des peuples ne progressent pas. Mais les peuples continuent de réclamer à la société ce qui leur est dû, comme ils doivent le faire, et c'est la voie à suivre. Pendant ce temps, les gouvernants sont hors de contrôle. Ils ne peuvent contrôler les contradictions dans leurs propres rangs qui éclatent en actes violents qu'ils sont incapables de réprimer.

Le caractère de cette période et ce qu'il faut faire se révèlent quand l'attention est portée aux conditions elles-mêmes, dans la perspective de contribuer à l'avancement de la société, de son stade actuel au suivant. Sans cela, l'état d'anarchie et de violence fait grandir les dangers qui planent inévitablement quand la voie au progrès de la société est bloquée. Cela comprend entraîner les peuples dans la guerre.



La reconnaissance des réclamations que tous les êtres humains sont en droit de faire à la société du

fait qu'ils sont humains est la clé pour ouvrir la voie au progrès de la société. L'affirmation du droit d'être commence par l'affirmation du droit de prendre les décisions qui affectent nos vies.

*Luttons pour le peuple !
Luttons pour la paix et pour exiger des comptes aux gouvernements !*

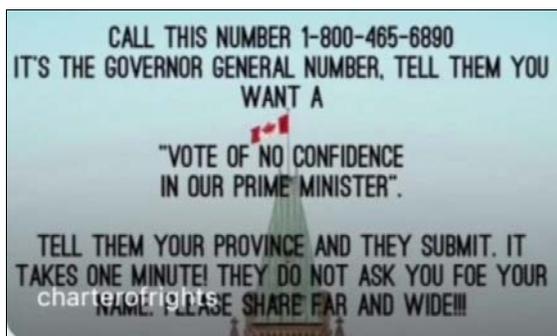
Désinformation et artifice de la pire sorte pour diviser



Le 3 février 2022, présence de QAnon sur la colline du parlement

Une mobilisation appelée le Convoi de la liberté a convergé vers Ottawa le 29 janvier 2022. Elle est présentée comme une initiative de camionneurs qui exigent l'annulation du mandat de vaccination visant les camionneurs entrant au Canada en provenance des États-Unis et qui est entré en vigueur le 15 janvier 2022. Mais ne vous y méprenez pas, il ne s'agit pas d'un rassemblement de camionneurs et notre conseil est : Ne blâmez pas les camionneurs !

Une organisation appelée Canada Unity prétend être l'organisateur du convoi. Elle exige la démission du gouvernement Trudeau, la levée de tous les mandats et que le Sénat et la gouverneure générale la reconnaissent comme porte-parole du « peuple du Canada ». En plus de promouvoir leurs croyances idéologiques au nom de la liberté et de la démocratie, avec l'aide de pas mal de gens qui sont ouvertement racistes et misogynes, d'une cabale de députés du Parti conservateur et d'autres qui sont là pour faire avancer leurs propres causes, comme le soi-disant Parti populaire de Maxime Bernier, ces gens ne permettent aucune discussion sur les conditions de travail et de vie des camionneurs au Canada. Appeler cela un « convoi de camionneurs » comme le font les médias est pour le moins un abus de langage.



Les demandes des promoteurs du convoi sont suspectes dès le départ. Par exemple, ils protestent contre les mandats émis par le gouvernement Trudeau, mais les gens derrière eux en Alberta soutiennent le gouvernement par décret dans cette province. Cela comprend le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, dont le taux d'approbation a toujours été parmi les plus bas, sinon le plus

bas, de tous les premiers ministres du pays. Jason Kenney se trouvait d'ailleurs à Washington, à la réunion de l'Association nationale des gouverneurs, au moment où le convoi est arrivé à Ottawa. Il a demandé aux membres du Congrès et aux gouverneurs des États-Unis de mettre fin à leur mandat de vaccination pour les camionneurs qui entrent aux États-Unis et de conclure des accords favorables au secteur pétrolier et gazier que son gouvernement représente.

L'une des principales organisatrices et porte-parole du convoi est Tamara Lich, de Medicine Hat, en Alberta. Elle est secrétaire du Maverick Party, un nouveau parti fédéral qui s'est d'abord appelé Wexit Canada. Il est devenu admissible à l'enregistrement le 16 janvier 2019 sous ce nom, puis a été enregistré sous son nouveau nom, le Maverick Party, le 19 août 2021. Le chef intérimaire du parti est Jay D. Hill, qui a été député conservateur de 1993 à 2010 et qui a été leader du gouvernement à la Chambre des communes sous Stephen Harper de 2008 à 2010.

La conception de la liberté que défend le parti de Mme Lich se retrouve dans sa mission, qui est « d'assurer une plus grande équité et une plus grande autodétermination pour les Canadiens de l'Ouest par des changements fondamentaux ou la création d'une nation indépendante ». Un examen rapide de sa plateforme montre qu'elle fait la promotion, entre autres, de la construction de ce qu'elle appelle des corridors énergétiques nationaux pour développer Énergie Est, l'oléoduc Trans Mountain, l'oléoduc Keystone, Northern Gateway et de nouveaux pipelines potentiels, d'une intégration plus poussée du Canada aux États-Unis et à son économie de guerre. Le Maverick Party dit également qu'il ne soutient pas la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Il favorise plutôt la « rencontre avec les peuples autochtones » qui, selon lui, ont « transmis des programmes progressistes et la nécessité de modifier la Loi sur les Indiens » et propose d'engager « un dialogue ouvert avec tous les chefs (héréditaires, traditionnels et élus), les dirigeants et leurs conseils » en vue de conclure « un nouveau pacte pour les peuples autochtones de l'Ouest canadien ». Il veut également un examen du financement canadien des Nations unies afin de limiter le soutien à ce qu'ils appellent les « initiatives de mondialisation de l'ONU liées aux changements climatiques, aux réfugiés, à l'immigration et à l'OMS ».



Selon Mme Lich, ce soi-disant convoi de la liberté est organisé pour amener les gouvernements fédéral et provinciaux à mettre fin aux passeports vaccinaux, à toutes les exigences de vaccination obligatoire et de dépistage des contacts partout au Canada et à respecter les droits des personnes qui souhaitent ne pas être vaccinées. Elle prétend défendre la liberté et la démocratie contre ce qu'elle appelle la rhétorique de division et les mesures coercitives des gouvernements pour censurer ceux qui ont des opinions différentes.

Il est devenu évident que cette mobilisation est une manœuvre pour accentuer les rivalités entre factions dans la lutte pour le contrôle du pouvoir politique suprême dans ce pays qui, à l'heure actuelle, est détenu par l'exécutif fédéral. Quoiqu'elle pense avoir accompli, un objectif semble avoir déjà été atteint : l'éviction du chef du Parti conservateur fédéral, Erin O'Toole. O'Toole a été démis de ses fonctions mercredi le 2 février par le caucus conservateur à la suite d'un examen du leadership qui était un coup monté. Entretemps, le premier ministre Trudeau et son gouvernement se sont surpassés dans leur habileté à accuser leurs rivaux d'être « arriérés » et d'être la cause de tous les problèmes imaginables auxquels eux-mêmes refusent de s'attaquer.

Selon les médias, Justin Trudeau a dit que le convoi était composé d'une « petite minorité marginale ». Il a dit qu'il ne fallait pas tenir compte des opinions provenant des participants parce

qu'elles sont « contre la science, contre le gouvernement et contre la société », ce qui représente « un risque pour eux-mêmes et pour les autres »[1]. Alors que les médias font grand cas du fait que Trudeau a refusé de rencontrer « les camionneurs », tout est fait pour donner l'impression que son gouvernement, qui s'est distingué par sa politique de tout privatiser, y compris le gouvernement lui-même, et par une offensive antisociale par décrets, est scientifique, n'est pas antisocial et n'est pas une « minorité marginale ».

S'inspirant de l'idéologie néolibérale et des positions des factions au sein de la classe dirigeante, les médias font la promotion de la mobilisation comme étant un convoi de camionneurs, malgré le fait que toute discussion véritable sur les conditions de vie et de travail effroyables des camionneurs est taboue.

Tout cela – ces coups d'éclat qui sèment la discorde et la dépense de vastes sommes d'argent pour payer les services de police et les algorithmes conçus pour donner l'impression de « milliers » de camions en marche – s'ajoute à une campagne de désinformation massive pour cacher le fait qu'il appartient aux Canadiens, par leur action pour défendre les droits de toutes et tous, de définir ce qui est démocratique et ce qui ne l'est pas, ce qui est prosocial et ce qui ne l'est pas, ce qui est nécessaire et ce qui ne l'est pas. Tout ce tapage semble être conçu pour donner l'impression d'une suite au coup d'État raté au Capitole à Washington le 6 janvier 2021 afin d'étouffer la voix des travailleurs qui parlent en leur propre nom concernant leurs conditions de vie et de travail[2].



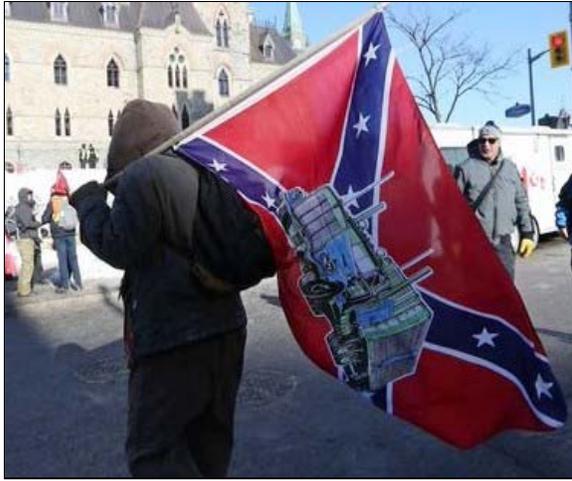
Le soi-disant convoi de la liberté avait essentiellement le même objectif que le convoi « United We Roll » de Red Deer, Alberta, à Ottawa de février 2019, dont Jason Kenney était un des principaux promoteurs. Leur plan est tombé à l'eau quand de nombreux participants ont quitté le convoi parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec la façon dont l'argent recueilli était utilisé et parce qu'ils se rendaient compte que le convoi s'inscrivait dans une lutte pour le pouvoir et les privilèges entre les conservateurs et les libéraux. Ce convoi n'avait rien à voir avec la discussion et la résolution des problèmes de l'économie, en particulier du secteur pétrolier et gazier, et encore moins avec les problèmes auxquels sont confrontés les camionneurs et les autres travailleurs dans les conditions actuelles.

Le convoi « United We Roll » avait eu lieu deux mois avant les élections générales de l'Alberta du 16 avril 2019. À l'époque, le Parti conservateur unifié (PCU) de Jason Kenney était dans l'opposition et Rachel Notley et le NPD étaient au pouvoir. L'élection du 16 avril s'est soldée par une victoire du PCU grâce à différentes manoeuvres du même genre.

Comme pour le convoi de 2019, les faits montrent qu'en grande partie les camionneurs n'ont pas embarqué dans ce train non plus. Des doutes sur les provenances et l'utilisation de l'argent recueilli laissent croire à la nécessité d'une enquête policière. Il ne fait aucun doute que les fonds sont utilisés pour promouvoir des croyances idéologiques qui n'ont rien à voir avec les camionneurs du Canada et ne proviennent pas d'eux.

Le 2 février 2022, en quelques semaines seulement, plus de 10 millions de dollars avaient été recueillis sans comptes publics. Quelques jours plus tôt, la page GoFundMe du Convoi de la liberté 2022 indiquait que le don le plus important était de 25 000 dollars et provenait d'un donateur

anonyme. Il y avait plusieurs autres dons du même ordre de grandeur. Une note sur la page à cette date disait seulement que « les fonds seront dépensés pour aider à couvrir le coût du carburant pour nos camionneurs d'abord et avant tout, seront utilisés pour aider à les nourrir si nécessaire et contribuer à l'hébergement si nécessaire ». Il ne serait pas exagéré de croire que l'industrie hôtelière d'Ottawa ait eu quelque chose à voir avec l'organisation de cette concentration de gens dans la ville au milieu d'une pandémie, alors que les affaires sont au ralenti.



Le fait que les organisateurs de ce soi-disant convoi de la liberté ne permettent même pas une discussion sur les conditions de vie et de travail des camionneurs, qui sont très difficiles, est une considération importante si nous voulons aller au fond des choses et savoir qui est derrière ce convoi et qui il représente. Les instigateurs se sont agressivement opposés à la juste cause des camionneurs de Vancouver qui, avant le début de ce soi-disant convoi de la liberté, ont organisé un rassemblement et un convoi de 350 camions de Surrey à Vancouver le 22 janvier pour attirer l'attention sur leurs conditions de travail. Ces camionneurs ont

demandé au gouvernement de la Colombie-Britannique d'assumer sa responsabilité concernant l'état des routes de la province, qui sont extrêmement dangereuses. L'administration des routes a été confiée à des entrepreneurs privées qui ne sont pas du tout enclins à dépenser pour l'entretien des routes. L'irresponsabilité sociale du gouvernement met en danger la vie des camionneurs, mais aussi de tous les voyageurs.

C'est justement cette privatisation des services que revendiquent les organisateurs du soi-disant Convoi de la liberté, et c'est pourquoi il a l'appui de l'archi-réactionnaire Jason Kenney et pourquoi Maxime Bernier du Parti populaire, les députés du Parti conservateur fédéral et leurs principaux dirigeants les appuient.



Photo de la circulation normale de camions sur le pont Ambassador. Le drapeau canadien a été superposé à l'image.

À cet égard, les médias monopolisés, y compris sur les médias sociaux, se livrent à une désinformation tout à fait irresponsable. De fausses photographies sont offertes pour créer l'impression d'un immense rassemblement de convoi de camions. Sur une de ces photos, on voit

une file de camions traversant le pont Ambassador entre Détroit et Windsor – un événement quotidien – mais le tout est présenté comme s'il s'agissait du soi-disant Convoi de la liberté. Combien de médias ont jugé bon de souligner l'appui à cette manifestation des néonazis du Québec et d'autres de leur espèce, connus pour leur promotion de points de vue racistes et anti-immigrants ? C'est vraiment quelque chose que de voir les médias officiels, y compris la « très responsable » Radio-Canada, prétendre que la cause des organisateurs du convoi prend de l'ampleur comme s'il s'agissait d'un mouvement populaire, alors qu'on sait très bien comment les médias sociaux sont utilisés pour créer de telles impressions pour des raisons intéressées.

De même, la définition de la police d'Ottawa de ce qui constitue une perturbation de la paix est très intéressée, car elle se plie en quatre pour accommoder les présumés camionneurs au nom de la liberté de manifester et de s'exprimer.

L'intervention de Justin Trudeau divise davantage le corps politique quand il prétend que la liberté d'expression de chacun est protégée tant que la personne ne se livre pas à des actes violents. Il cherche à se présenter comme le défenseur de la vraie liberté et de la vraie démocratie. Derrière ce débat à savoir qui est pour et qui est contre la « vraie » démocratie, la vérité est que les deux camps



soutiennent l'intégration du Canada à l'économie et à la machine de guerre des États-Unis. Le contrôle des corridors énergétiques, la construction de pipelines sur les territoires autochtones sans leur consentement et la manipulation des réglementations sur la protection de l'environnement pour en fin de compte sacrifier l'environnement humain et naturel sont la norme pour les deux camps dans cette lutte de factions pour le contrôle du pouvoir fédéral.

Pour les riches et les puissants, il y a d'énormes profits en jeu dans une rivalité mondiale d'intérêts privés pour le contrôle et pour l'obtention des contrats lucratifs de construction d'infrastructures. Les gouvernements offrent une panoplie de stratagèmes pour payer les riches sous prétexte de « reconstruire en mieux » après la pandémie. L'enjeu pour la classe ouvrière et le peuple au Canada est de s'investir eux-mêmes du pouvoir de décider et ils le font d'abord en parlant en leur propre nom. La raison d'être de ces manoeuvres pour semer la discorde et la désinformation est de taire ces voix qui se font entendre partout au pays.

Cela ne doit pas passer !

Notes

1. Le 26 janvier, lors d'une conférence de presse, Justin Trudeau a dit : « La petite minorité marginale de gens qui se rendent à Ottawa, qui expriment des opinions inacceptables, ne représentent pas l'opinion des Canadiens qui ont été là les uns pour les autres, qui savent que suivre la science et être là pour se protéger entre eux sont la meilleure façon de continuer de défendre nos libertés, nos droits, nos valeurs en tant que pays. »

Lors d'une émission sur les réseaux québécois en septembre, Justin Trudeau a dit : « Mais il y a aussi des gens qui sont farouchement opposés à la vaccination, qui ne croient pas en la science, qui sont souvent misogynes, souvent racistes. C'est un petit groupe mais qui prend de la place. Et là, il faut faire un choix, en tant que leader, en tant que pays : est-ce qu'on tolère ces gens-là ? »

2. Un article dans le *Globe and Mail* intitulé « Près d'un camionneur canadien sur cinq est sud-asiatique, mais plusieurs considèrent qu'ils ne sont pas représentés dans le Convoi des camionneurs » cite des camionneurs et des personnes liées au camionnage d'origine sud-asiatique. Un chauffeur longue-distance de Brampton a dit qu'il n'avait aucune intention de participer au convoi parce qu'il ne croyait pas aux enjeux soulevés par le convoi. Un autre, le président de l'Ontario Aggregate Trucking Association, a dit que personne ne l'avait invité, ni lui ni aucun camionneur sud-asiatique qu'il

connaissait, et qu'on ne leur avait pas demandé s'ils étaient d'accord avec leurs revendications. Une troisième personne qui publie une revue pour les camionneurs a dit qu'il n'y avait aucun sentiment antivaccin parmi les camionneurs sud-asiatiques, mais plutôt une tendance à vouloir se faire vacciner et recevoir la dose de rappel le plus tôt possible. Plusieurs d'entre eux vivent dans des endroits comme Mississauga et Brampton, dans des familles multigénérationnelles, a-t-il dit, et ils ne veulent pas être infectés par la COVID et retourner à la maison pour y infecter leurs grands-parents.

(Reproduit du *LML Quotidien* du 4 février 2022. Photos: LML, M. Charles, Ivie, F. Fleumatica, C. Angus)

Barrage routier à la frontière de l'Alberta et du Montana



Le chef Alan Adam, de la Première Nation Athabasca Chipewyan, s'est exprimé sur le barrage routier mis en place au poste frontalier américano-canadien de Coutts, en Alberta. Ce poste frontalier a été fermé le 29 janvier par un convoi réclamant la fin de tous les mandats de vaccination. Le chef Adam a souligné que si les manifestants étaient autochtones, la GRC les aurait déjà arrêtés. « Si les manifestations pacifiques contre les infrastructures essentielles à Coutts sont autorisées, nous nous attendons à ce qu'il en soit de même à l'avenir si les Autochtones s'engagent dans des formes de protestation similaires », a-t-il déclaré.

Le chef Adam faisait référence à la *Loi sur la défense des infrastructures essentielles* de l'Alberta qui, selon lui, ne s'applique qu'aux Premières Nations. « Si elle ne s'applique qu'aux Premières Nations, alors le premier ministre et son caucus devraient la supprimer complètement », a dit le chef Adam.

De nombreux camionneurs ont également dénoncé les perturbations à la frontière. L'autoroute 4, de Lethbridge à la frontière américaine à Coutts, fait partie du corridor CANAMEX et se poursuit aux États-Unis sous le nom d'Interstate 15. Le corridor CANAMEX a été établi dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), qui relie le Canada au Mexique en passant

par les États-Unis, et exige que les pays respectifs améliorent les routes désignées comme un important corridor commercial. On estime que de 800 à 1 200 camions traversent quotidiennement le point d'entrée Coutts-Sweetgrass.

Alors que les médias ont qualifié le convoi de « massif », les camionneurs ont expliqué que la grande majorité des camions bloqués sur l'autoroute ne faisaient pas partie du blocus. Les camionneurs pendjabis ont publié une vidéo dans laquelle ils estiment que plus de 1 500 camionneurs sont retenus par le barrage depuis le 29 janvier, assis avec des chargements complets. Ils expliquaient qu'ils étaient sans nourriture, et que certains d'entre eux avaient un besoin urgent de médicaments. Personne ne les écoutait, disaient-ils.

La frontière est restée complètement fermée jusqu'au 3 février, date à laquelle une sorte d'accord a été conclu et deux voies ont été ouvertes. Cependant, la GRC a continué de signaler que très peu de véhicules passait et a exhorté les « automobilistes » à rester à l'écart. Aucune information sur les conditions des camionneurs retenus en otage à la frontière, sans rien à manger et avec des urgences médicales. Le blocus s'est poursuivi malgré les rapports répétés selon lesquels les personnes impliquées avaient accepté de le lever, du moins pendant qu'elles se rendaient à Edmonton pour un rassemblement.

La pression sur Jason Kenney s'est intensifiée avec les appels à la levée du barrage routier lancés par trois associations de propriétaires de parcs d'engraissement, d'éleveurs et de fermiers, par la Division de l'Alberta et de la Saskatchewan des Manufacturiers et Exportateurs du Canada, par le Conseil des viandes du Canada et par la Fédération canadienne des épiciers indépendants, entre autres.

Le 3 février, Jason Kenney a publié une vidéo dans laquelle il déclarait à tous ceux qui demandaient la fin des restrictions de COVID-19 que « je suis de votre côté » et qu'il sympathisait avec eux. Puis, dans la soirée, il a tenu une discussion en direct sur Facebook au cours de laquelle il a essentiellement répondu à toutes les demandes des personnes impliquées dans les barrages routiers pour mettre fin aux restrictions de COVID-19. Le comité COVID-19 du cabinet de la province votera la levée du programme d'exemption des restrictions (REP) « au début de la semaine prochaine », a-t-il déclaré, et un plan progressif visant à supprimer presque toutes les restrictions en matière de santé publique plus tard ce mois-ci, en autant que la pression sur les hôpitaux diminue.

Il y a maintenant plus de patients hospitalisés pour la COVID-19 qu'à n'importe quel autre moment de la pandémie, et le nombre de décès est élevé. Néanmoins, dans un Facebook en direct, Jason Kenney a déclaré : « Après deux ans de cette situation, nous ne pouvons tout simplement pas continuer à compter sur l'instrument inefficace des restrictions préjudiciables comme outil principal pour faire face à une maladie qui sera probablement avec nous pour le reste de notre vie ». Pour dissimuler l'incapacité à fournir suffisamment de ressources au système de santé ou des mesures prophylactiques globales adéquates, il a simplement déclaré : « Nous devons trouver un moyen de ramener nos vies à la normale. » C'est tout à fait normal lorsqu'on applique un diktat brutal de mesures antisociales.

Le premier ministre Jason Kenney et la cheffe de l'opposition Rachel Notley ont initialement dénoncé le barrage routier et demandé la réouverture de la frontière. Au même moment, Jason Kenney était à Washington pour demander la fin de l'exigence américaine selon laquelle les camionneurs doivent être entièrement vaccinés pour entrer aux États-Unis. Malgré les avertissements de Kenney à l'effet que le barrage routier était illégal et devait cesser, et les menaces de recourir à la Loi sur la défense des infrastructures essentielles, rien ne s'est produit. La GRC a répondu que « nous continuons à travailler avec les participants au barrage routier pour rétablir un passage sécuritaire », alors même que de nouveaux barrages étaient signalés, que des accords étaient annoncés et immédiatement rompus.

Ezra Levant, rédacteur en chef de Rebel News, a annoncé qu'il avait fourni à ceux qui ont érigé le barrage routier un avocat à leur demande, qui négocierait en leur nom, et a lancé un appel au « financement populaire » pour un fonds de défense juridique pour ceux qui tiennent le barrage, malgré le fait qu'aucune accusation n'ait été portée contre quiconque.

À aucun moment, une organisation n'a revendiqué la responsabilité de ces actes, et les responsables du barrage routier ne se sont jamais identifiés. Malgré cela, les médias officiels, dont la marque distinctive est de ne jamais établir de point de vue dans leurs reportages basés sur des conclusions justifiées que révèlent une enquête et les faits réels, continuent de qualifier les auteurs de « camionneurs ».

Alors que ce genre d'anarchie et de violence tourbillonne autour de nous, il est important de se rappeler : Ne blâmez pas les camionneurs ! Ils ne sont pas les organisateurs de ces événements.

(Photo: R. Muldaner)

Les travailleurs donnent des faits pour contrer la désinformation du « Convoi de la liberté »

- Normand Chouinard -

À l'échelle du pays, plus les rumeurs circulaient au sujet d'un « convoi de camionneurs » organisé dans tout le pays pour converger vers Ottawa et d'autres villes, plus les camionneurs ont commencé à s'en dissocier et à pointer du doigt des exemples de fausses nouvelles. Le convoi, a-t-on dit, demandait la fin des mesures de santé publique pour le camionnage transfrontalier et la fin de la vaccination obligatoire. Les médias officiels avaient sous la main toute l'information nécessaire si leurs propriétaires et leurs responsables avaient l'intention de rechercher la vérité à partir des faits, comme l'a fait le Centre ouvrier du PCC(M-L). Cela aurait grandement aidé les Canadiens et les jeunes à comprendre de quoi il s'agissait, mais ce genre de couverture médiatique a été tout simplement inexistant. La perspective des médias officiels est toujours de blâmer le peuple pour l'anarchie et la violence organisées par l'État. Plus les réseaux de médias sociaux se sont emballés et plus des tonnes de fausses nouvelles ont inondé les réseaux de camionneurs dans tout le pays et aux États-Unis et dans d'autres pays, plus les reportages des médias sont devenus hystériques et se sont emballés eux aussi.

Tout a commencé avec une vidéo qui prétendait montrer une filée de camions sur une autoroute en Alberta faisant partie du Convoi de la liberté en route pour Ottawa. Des algorithmes manipulés ont fait en sorte que la vidéo est devenue « virale ». En fait, le soi-disant convoi n'avait même pas pris le départ. Il s'agissait, selon certaines sources, d'un accident qui avait eu lieu sur une autoroute au Manitoba voilà deux ans. Plusieurs photos du même genre ont été affichées. Une autre vidéo montrait des camions faisant la queue pour traverser le pont Ambassador qui relie Windsor et Détroit. C'est un des passages frontaliers les plus fréquentés du pays, avec la plus grande quantité de marchandises circulant dans les deux sens chaque jour. Les camionneurs se sont immédiatement élevés contre cette fausse nouvelle. Ces vidéos sont désormais introuvables, car elles ne correspondaient à rien de réel.

Mis à part les vidéos et les photos, la principale source de fausses nouvelles était verbale ou sous forme écrite. Des messages « devenus viraux » et qui étaient partagés par beaucoup d'utilisateurs ou par des robots numériques et des algorithmes ont parlé de plus de 170 000 camions qui étaient attendus au convoi. Pour ne pas avoir l'air d'avoir perdu la raison, les organisateurs ont abaissé ce chiffre à 50 000 et par la suite ils ont parlé de 36 000 camions. Selon les chiffres dévoilés à la fin

de la semaine, il y a environ entre 2000 et 3000 camions provenant de toutes sortes d'endroits qui ont participé au convoi qui s'est rendu à Ottawa.

Le chiffre ridicule de 170 000 camions a été donné en dépit du fait qu'il y a entre 250 000 et 300 000 camionneurs au Canada. La grande majorité d'entre eux sont des chauffeurs qui travaillent pour des entreprises de transport et ne possèdent pas leur propre camion, alors que de nombreux autres travaillent à des livraisons pour différents employeurs. Ils ne peuvent pas détourner ces camions pour traverser le pays. Les camionneurs indépendants représentent environ un cinquième de la flotte canadienne, soit entre 30 000 et 50 000 camions. Il faudrait que tous les indépendants aient participé au convoi, ce qui, on le sait, n'est pas le cas, pour que le chiffre atteigne 50 000. Le chiffre de 50 000 camions est donné pour impressionner, créer la panique et désinformer le public. Honte aux médias officiels pour un travail aussi bâclé.

Une autre fausse nouvelle qui a été très promue est un message Facebook qui parlait d'une file de camions de plus de 490 kilomètres de long. C'est presque la distance entre Montréal et Toronto. Ce chiffre a ensuite été « corrigé » à 100 kilomètres. On a écrit que le convoi allait battre le record mondial détenu par un convoi de 7,5 kilomètres de long en Égypte enregistré dans le livre Guinness des records. Rien de tout cela ne s'est réellement produit. N'importe quel jour de la semaine, il y a des convois de camions sur n'importe quelle grande route et les photos suggèrent qu'ils se dirigent vers Ottawa, ou Toronto, ou Québec. Au Québec, le chiffre exagéré visait clairement à enflammer les passions et lorsque le soi-disant convoi est parti, le nombre de camions pouvait se compter sur les doigts d'une main.



Un affichage sur les réseaux sociaux qui prétend montrer les camionneurs à Ottawa avec la tour du CN de Toronto visible dans le fond



Capture d'écran affichée en ligne provenant du *Daily Mail*, une publication britannique, 27 janvier 2022

Cela ne veut pas dire que de longues files de supporters du convoi brandissant des drapeaux canadiens et américains, et même quelques drapeaux confédérés, ne se sont pas rendues à Ottawa.

Les vidéos disponibles montrent qu'il y avait plus de petites camionnettes, de SUV et de voitures que de camions lourds. Selon les sources disponibles à ce jour, il y avait à un moment donné un convoi de véhicules de six kilomètres de long se dirigeant vers Ottawa depuis Kingston et d'autres villes de la région de l'est de l'Ontario, ce qui est loin des 480 kilomètres et des 170 000 camions.

Ce type d'hystérie s'est poursuivi toute la semaine. Les gens ont tout intérêt à ne pas suivre les réseaux de médias sociaux qui véhiculent toutes ces fausses nouvelles sur l'organisation et la taille du soi-disant Convoi de la liberté. Ils pourraient facilement perdre la tête.

Ce dont les camionneurs parlent, c'est de leurs conditions de vie et de travail et de la façon dont sont prises les décisions qui affectent sérieusement leur vie sans le moindre égard pour eux.

Selon les informations fournies par les camionneurs et certains responsables de l'industrie du transport, plusieurs scénarios se dessinent. Depuis un certain temps déjà, avant même la mise en oeuvre du décret fédéral imposant la vaccination de tous les camionneurs qui traversent la frontière, dont les rumeurs circulaient depuis novembre dernier, le fait est que de nombreuses entreprises de transport opérant aux États-Unis ne recrutent que des camionneurs vaccinés. Cela signifie que les camionneurs non vaccinés sont contraints de travailler uniquement au Canada, dans les secteurs interprovinciaux ou interrégionaux et locaux. Selon certaines sources, les entreprises de transport de marchandises donneront la préférence aux camionneurs vaccinés au sein de leur entreprise pour traverser la frontière et garderont ceux qui ne sont pas vaccinés au Canada. C'est ce type de changement dans les opérations qui sera envisagé.

Un autre scénario est la perte de contrats lucratifs pour les voituriers indépendants non vaccinés au profit des voituriers vaccinés. Certains disent que cela va profiter aux camionneurs plus vulnérables qui habituellement ne récoltent que les contrats de bas de gamme. Ces contrats du secteur du transport de minerais, de la construction, de transport d'infrastructure, de l'énergie, etc., font partie de secteurs clé de l'économie et ne peuvent subir aucune rupture d'approvisionnement. Il y a aura donc, probablement, de grands bouleversements à ce niveau. Certains prédisent aussi que ce seront les plus grandes compagnies de transport qui vont en bénéficier. C'est à voir.

Selon les chiffres du gouvernement, entre 10 et 15 mille chauffeurs ne sont pas suffisamment vaccinés et seront obligés de se repositionner. Même si les besoins en transport sont actuellement en hausse, on peut d'ores et déjà constater que tous les camionneurs vont être touchés par le décret fédéral d'une manière ou d'une autre. Loin de considérer tous les camionneurs comme dangereux et réactionnaires, comme les médias ont tendance à le suggérer avec leur mantra « blâmez les camionneurs » pour tout, des rayons vides aux prix élevés, en passant par la violence et les comportements grossiers dangereux, il est important d'écouter ce qu'ils ont à dire sur leurs conditions de vie, de travail et de conduite.



La photo ci-haut, prétendant représenter le Convoi de la liberté est en fait une photo d'une foire commerciale de camions en 2019. Cliquez pour agrandir.

Opposons-nous à l'intégration du Canada à l'économie de guerre des États-Unis

Le premier ministre de l'Alberta assiste à la réunion nationale des gouverneurs à Washington

Le premier ministre de l'Alberta Jason Kenney est allé à Washington pour assister à une réunion des gouverneurs des États-Unis du 29 au 31 janvier. Avant de partir, il a dit : « Assister à la réunion nationale des gouverneurs est une excellente occasion de discuter des principaux enjeux avec les dirigeants américains. J'y serai pour discuter des problèmes liés à la chaîne alimentaire, y compris les politiques des gouvernements américains et canadiens qui ont entraîné des répercussions sur plusieurs camionneurs traversant la frontière, endommageant davantage les chaînes alimentaires, et des prix à la hausse pour les consommateurs. Je continuerai aussi de défendre l'accès au marché américain pour nos exportations énergétiques, dont la ligne 5. Enfin, je vais faire part de mes inquiétudes face au protectionnisme américain grandissant, y compris l'initiative 'Achetez américain' et les tarifs sur le bois d'oeuvre. Il est essentiel pour l'économie de l'Alberta que nous défendions avec force nos intérêts de base auprès des décideurs américains de haut niveau. »

Jason Kenney espérait pouvoir rencontrer la gouverneure du Michigan Gretchen Whitmer pour discuter de son opposition au maintien de la ligne 5 du pipeline Enbridge. Récemment, Kenney a publiquement dit de Whitmer qu'elle était atteinte de « mort cérébrale » parce qu'elle tenait à fermer le pipeline qui existe depuis 60 ans entre l'Alberta et le Michigan. La ligne 5 passe sous le détroit de Mackinac qui relie le lac Michigan et le lac Huron. On rapporte que la gouverneure Whitmer a refusé de rencontrer Kenney pendant la conférence des gouverneurs.

Le premier ministre Kenney a quitté Washington le 31 janvier. Selon la manière habituelle, aucun communiqué de presse du gouvernement albertain ou annonce sur Twitter au sujet des résultats du voyage n'a été publié.

Le gouvernement albertain a toutefois publié les « renseignements clé » suivants :

- Les États-Unis sont le partenaire commercial le plus important de l'Alberta et l'Alberta est la deuxième province en importance pour ce qui est des exportations aux États-Unis.
- En 2020, les exportations de l'Alberta aux États-Unis ont atteint 77,5 milliards de dollars et représentaient près de 85 % de l'ensemble des exportations provinciales.
- Les produits énergétiques atteignaient 59,2 milliards de dollars, soit 76 % des exportations albertaines aux États-Unis en 2020.
- Le commerce bilatéral crée près de 1,7 millions d'emplois. Le commerce avec l'Alberta crée 906 000 emplois aux États-Unis tandis que le commerce avec les États-Unis crée 785 000 emplois en Alberta.

Récemment, le gouvernement albertain annonçait qu'il allait ouvrir trois nouveaux bureaux de commerce et d'investissements aux États-Unis – à Chicago, Denver et Seattle – et agrandirait son bureau à Washington.

Le problème des puits de pétrole et de gaz orphelins

- K.C. Adams -



Les entreprises actives dans le secteur de l'énergie ont refusé d'assumer la responsabilité du gâchis qu'elles laissent derrière elles. Le problème des puits de pétrole et de gaz orphelins révèle un profond malaise dans l'orientation actuelle de l'économie. Les entreprises ont des oeillères et refusent de voir au-delà de l'argent qu'elles tirent de leurs activités. Elles ne veulent pas voir la vérité en face : l'immense productivité de l'économie moderne entraîne non seulement de la richesse au sens immédiat du terme, mais aussi des responsabilités quant à ses effets sur l'univers social et naturel.

L'économie moderne n'a rien à voir avec la production artisanale d'autrefois, qui était essentiellement rurale et limitée à une petite région. Aujourd'hui, l'économie est à grande échelle et de portée mondiale. La grande production industrielle moderne et le marché mondial exigent des relations étendues avec d'autres secteurs et branches de l'économie au pays et avec les peuples et les économies à l'étranger. L'activité économique moderne affecte grandement les conditions sociales et naturelles et les relations entre les humains et entre les humains et la nature. Tout cela doit être revu sur une nouvelle base moderne. Cela signifie que ceux qui occupent des postes de responsabilité dans l'économie moderne doivent avoir cette conscience des effets des entreprises sur le monde.



L'ancien but et l'ancienne conscience hérités de la petite production, qui consistaient à se servir soi-même et la propriété que l'on contrôlait et possédait, ne se prêtent plus aux conditions présentes. En fait, l'ancien but a dégénéré en une recherche du profit maximum provenant de la propriété et du contrôle sans tenir compte des conséquences des activités de l'entreprise sur les autres parties de

l'économie, sur les relations humaines et sur les conditions sociales et naturelles.

Cela est évident dans la réalité des milliers de puits de pétrole et de gaz orphelins qui sont négligés par leurs anciens propriétaires. Les entreprises et les responsables gouvernementaux ont non seulement refusé d'être tenus responsables des dommages qu'ils ont causés et laissés derrière eux, mais aussi d'opter pour une conscience moderne en matière de grande production industrielle, ce qui nécessite un plan global pour humaniser les conditions sociales et naturelles et insuffler à l'économie un objectif de service à la population.

Les faits

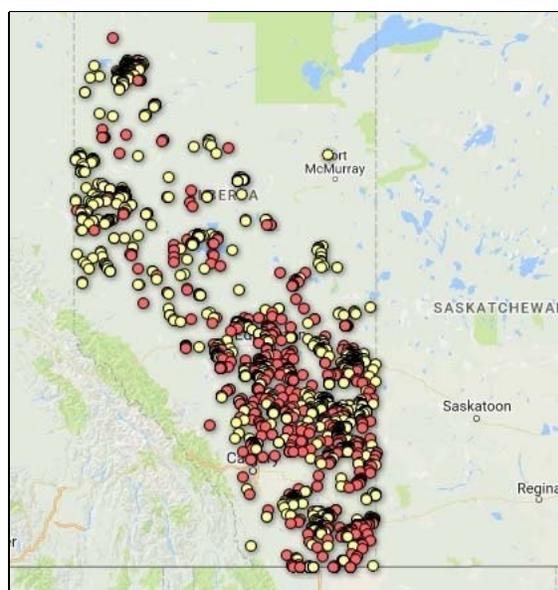
Les gouvernements fédéral et provinciaux estiment à un milliard de dollars la somme requise pour nettoyer les puits de pétrole et de gaz orphelins abandonnés par l'entreprise privée. Selon un rapport préparé par le directeur parlementaire du budget fédéral, Yves Giroux, le coût de l'assainissement des puits de pétrole et de gaz orphelins en Alberta et en Saskatchewan, qui s'élève à un milliard de dollars, dépasse de loin les sommes recueillies auprès de l'industrie à cet usage.

Le rapport indique qu'environ 10 000 puits en Alberta et en Saskatchewan sont actuellement orphelins. Ces puits sont inactifs et il n'y a pas d'exploitant apparent qui assume la responsabilité de la protection de l'environnement. Le rapport indique que le nombre de puits orphelins augmente de 35 % par an, un rythme alarmant. Selon le rapport, les entreprises actives dans le secteur de l'énergie n'ont mis de côté que 237 millions de dollars en dépôt de garantie pour couvrir les dommages environnementaux, soit bien moins que ce qui est nécessaire.

Regan Boychuk, de l'Alberta Liabilities Disclosure Project, a décrit le milliard de dollars indiqué dans le rapport comme étant « une sous-estimation massive et une grande déception ». « Ils ont omis la partie la plus coûteuse », ajouta-t-il. En effet, le rapport n'inclut pas le coût du nettoyage des pipelines ou des autres infrastructures énergétiques sur les terres ; il ne tient même pas compte des projets de sables bitumineux ou des plus de 7 400 puits abandonnés, mais pas encore considérés comme orphelins. Si ces puits étaient inclus, la somme de la responsabilité environnementale actuelle ferait plus que doubler.

Le rapport n'inclut pas non plus la responsabilité des 225 000 puits de l'Alberta et de la Saskatchewan qui sont officiellement inactifs ou colmatés, mais qui ne sont pas encore orphelins ou abandonnés par leurs propriétaires. Dans près des deux tiers de tous les puits de ces deux provinces il n'y a plus d'extraction par pompage, le pourcentage le plus élevé jamais enregistré, et la plupart des puits déclarés inactifs ne redémarrent jamais et nécessitent une attention immédiate.

Selon l'Alberta Energy Regulator (AER), les milliers de puits inactifs qui n'ont pas encore été classés comme abandonnés ou orphelins, mais dont aucune autorité n'assume la responsabilité, « libèrent l'équivalent de 545 000 tonnes de dioxyde de carbone chaque année ». Selon l'ARE, environ 10 % des puits inactifs et 7 % des puits abandonnés laissent échapper des polluants dans l'air ou dans le sol. Les agriculteurs et les éleveurs se plaignent régulièrement des mauvaises conditions et du mauvais contrôle des mauvaises herbes autour des puits, qui contaminent leurs cultures et leurs pâturages.



Carte montrant la localisation des puits orphelins en Alberta.

Les critiques affirment également que le rapport du directeur du budget fédéral n'inclut pas le coût total de l'assainissement, mais seulement les dépenses liées au nettoyage de la surface du terrain et au retrait de l'équipement, et non les coûts d'assainissement de la contamination continue par les produits chimiques souterrains ou les fuites. Le rapport lui-même reconnaît que « l'exclusion des mesures correctives sous-estime le coût total du nettoyage des puits ».

Pour ajouter l'insulte à l'injure, le rapport fédéral indique que le gouvernement a déjà consacré 1,7 milliard de dollars au nettoyage des puits et que la moitié de cette somme a été octroyée à 10 « entreprises énergétiques financièrement viables », dont des géants comme Canadian Natural Resources Ltd et Imperial Oil.



Défendant les conclusions limitées de son rapport, le directeur du budget Yves Giroux a déclaré : « Il n'y a pas assez de données sur les coûts très variables de ces nettoyages pour faire une estimation significative. Les données sont très limitées à ce sujet. Les coûts de remise en état peuvent varier considérablement d'un puits à l'autre ».

Les critiques affirment qu'aucun chiffre du rapport ne peut être considéré comme « fiable, crédible ou défendable ». Par exemple, le rapport estime que le coût moyen de l'obturation et de la remise en état d'un seul puits est d'environ 78 000 dollars, soit moins de la moitié de l'estimation du Alberta Liabilities Disclosure Project.

Regan Boychuk du Disclosure Project ajoute que l'accent mis dans le rapport sur les puits orphelins est « trompeur ». « Il ne s'agit pas de puits orphelins », a-t-il souligné, quand cela signifie que tous les autres puits et infrastructures sur le territoire qui ne sont pas

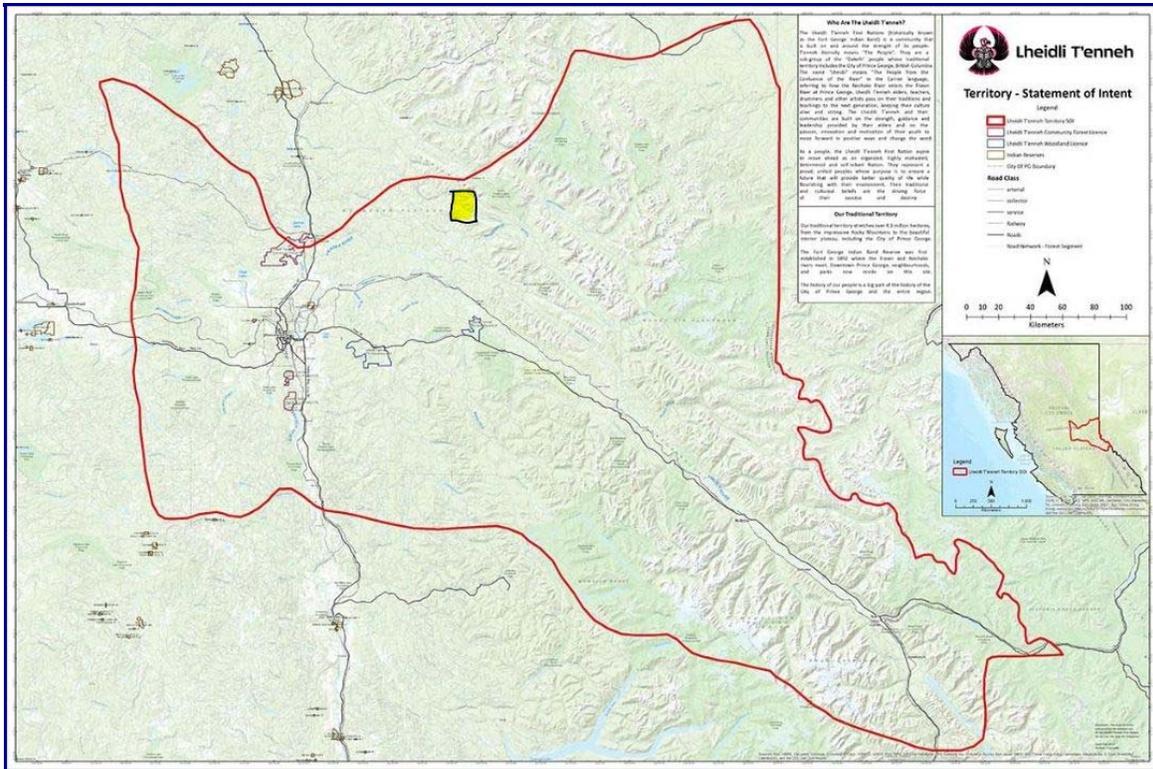
encore classés comme orphelins ne sont pas considérés comme une menace environnementale avec des problèmes qui doivent être résolus immédiatement.

La vieille conscience et les buts étroits de ceux qui occupent des positions de propriété et de contrôle sont une des raisons principales pour lesquelles ils s'engagent dans des pratiques aussi irresponsables que l'abandon des puits de pétrole et de gaz. Leur objectif étroit de servir leurs intérêts privés bloque l'émergence de pratiques et d'une conscience sociale moderne. Les travailleurs doivent s'opposer à la vision qui sanctionne cette approche rétrograde et faire émerger une autorité conforme aux conditions modernes.

(Photos: LML, HazMat Management, B. Glen)

Un projet minier en terres rares en Colombie-Britannique lié à l'économie de guerre des États-Unis

- Fernand Deschamps -



Le gîte de Wicheeda est situé sur les terres non cédées des Lheidli T'enneh. Le carré jaune représente la localisation approximative du gîte. Cliquez pour agrandir

La propriété de terres rares de Wicheeda, dans le centre de la Colombie-Britannique, est revendiquée par la société minière Defense Metals Corporation. Defense Metals a fait la promotion de la propriété en déclarant : « Le plan à Wicheeda est de produire les terres rares utilisées dans les applications de défense : niyodemium, praséodyme, cérium et lanthane. » Elle note que « Bien que la part de marché pour l'utilisation des oxydes de terres rares légers (ETRL) dans les applications de défense soit faible, son importance est que certains minéraux de terres rares sont essentiels dans l'équipement militaire comme les moteurs à réaction, les systèmes de guidage de missiles, les systèmes de défense antimissile, les satellites et les lasers. »



Inscrite aux bourses canadienne, américaine et allemande, Defense Metals indique sur son site Web que l'un de ses « conseillers stratégiques » est Karl T. Wagner, « ancien membre du Senior Intelligence Service (SIS) de la Central Intelligence Agency (CIA), ayant servi en tant que haut responsable de la CIA et gestionnaire expert de la Direction des opérations (DO), avec 29 ans d'expérience dans le monde entier, notamment en Amérique latine, en Asie de l'Est,

en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. [...] Son dernier poste à la CIA était celui de chef des opérations de contre-espionnage. Il a également été assistant exécutif du directeur général de la CIA, chef du détachement spécial de la CIA au Moyen-Orient et a occupé des postes

de direction dans des postes de la CIA à l'étranger, notamment un grand poste en Afrique du Nord, de multiples zones de guerre au Moyen-Orient et en Asie du Sud, et des postes à forte menace liée au contre-espionnage en Amérique latine et en Asie de l'Est. »

Un autre « conseiller stratégique » de Defense Metals est Andrew Leland, un « officier de la défense aérienne de l'armée américaine à la retraite qui s'est concentré sur la défense aérienne à courte portée pendant huit ans, [qui] a participé à de multiples tournées de combat pour soutenir les opérations Enduring Freedom et Iraqi Freedom en Arabie saoudite, au Qatar et en Irak » et qui a quitté le service en 2006. Leland est actuellement ingénieur système, spécialiste en modélisation intégrée 3D, chez Lockheed Martin.

Dans l'une des vidéos promotionnelles du site Web de Defense Metals, l'entreprise se vante que son gisement de Wicheeda est « l'un des gisements d'éléments de terres rares les plus riches et les plus accessibles par route en Amérique du Nord » et qu'il est situé près de Prince George, « une région minière clé dotée d'une main-d'oeuvre qualifiée ». Le gisement, selon l'entreprise, « a le potentiel de réduire la dépendance actuelle à l'égard des sources chinoises » dans le cadre d'une « alternative sûre en Amérique du Nord pour la production de composants militaires ».

La propriété Wicheeda est située sur des terres non cédées à environ 80 kilomètres au nord-est de Prince George. Le matériel promotionnel indique que la propriété de plus de 2 000 hectares « est facilement accessible par des routes de gravier toutes saisons et se trouve à proximité d'infrastructures, notamment de lignes de transmission d'énergie hydroélectrique, d'un important gazoduc, de la voie ferrée du CN et d'importantes routes ».

La mine projetée indiquerait des ressources minérales de près de 5 millions de tonnes contenant en moyenne 3 % d'oxydes de terres rares légers et lourds (OTRLL) et des ressources minérales présumées de 29 millions de tonnes contenant en moyenne près de 2 % d'OTRLL. Grâce à l'exploitation à ciel ouvert, Defense Metals vise à produire une moyenne de 25 000 tonnes d'oxydes de terres rares (OTR) par an, soit environ 10 % de la production mondiale actuelle.

La société a également annoncé en janvier 2021 que 70 % du coût estimé des tests de transmission par rayons X (XRT) visant à déterminer la présence des ETR dans le minerai extrait seront effectués par les installations du laboratoire du Saskatchewan Research Council (SRC) et seront couverts par le financement accordé à l'entreprise et au SRC par le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada (PARI CNRC).

Le PARI CNRC est un programme financé par le gouvernement du Canada dont le mandat est de fournir un soutien financier à l'innovation technologique. Par exemple, il offre des subventions pouvant atteindre 10 millions de dollars qui sont généralement axées sur la recherche et le développement de nouveaux produits novateurs, la création de logiciels originaux, etc. Le PARI offre une aide financière non remboursable couvrant 80 % des salaires et 50 % des coûts des entrepreneurs.

Il s'agit clairement d'un stratagème pour payer les riches. Jamais un mot n'est dit sur la façon dont l'utilisation de ces éléments profite au peuple, à commencer par les peuples autochtones sur les terres où ils se trouvent, le peuple canadien et les peuples du monde. Pas un mot sur la façon dont l'environnement



naturel est sauvegardé pour les générations actuelles et futures. Bien entendu, les Canadiens n'ont jamais approuvé l'utilisation des ressources naturelles pour la production de guerre sous le couvert d'idéaux élevés.

Commentant l'investissement du SRC/NRC, le PDG de Defense Metals, Craig Taylor, a déclaré à l'époque : « Nous sommes logiquement la source pour les approvisionner, afin que notre concentré soit traité dans leurs installations de production. Le transport de Prince George à la Saskatchewan se fait sans problème, [sans] aucune frontière à franchir. »

Dans son communiqué de presse du 17 janvier, Defense Metals Corp. déclare qu'elle « est une société d'exploration minière axée sur l'acquisition de gisements minéraux contenant des métaux et des éléments couramment utilisés sur le marché de l'énergie électrique, dans l'industrie de la défense, dans le secteur de la sécurité nationale et dans la production de technologies d'énergie verte, comme les aimants en terres rares utilisés dans les éoliennes et dans les moteurs à aimant permanent pour les véhicules électriques ».

Un article publié dans le magazine de l'armée de l'air américaine, intitulé « Rare-Earth Uncertainty », indique que « le département de la Défense n'est pas un grand utilisateur d'éléments de terres rares, relativement parlant. La défense représente environ 5 % de la consommation américaine, selon un rapport du Congressional Research Service sur le sujet. Mais les terres rares font partie intégrante d'une vaste gamme d'armes et d'équipements en général du Pentagone ».

L'auteur de l'article, Peter Grier, rédacteur en chef du *Christian Science Monitor* basé à Washington, DC, plaide pour que les États-Unis prennent le dessus sur la production des ETR, dans leur rivalité avec la Chine. Il écrit : « Les dirigeants chinois qui invoquent des besoins nationaux et des effets sur l'environnement ont par le passé limité l'exportation de terres rares par le biais de licences/permis, de taxes et de quotas purs et simples. Par exemple, en juillet 2010, la Chine a annoncé qu'elle réduirait ses exportations de terres rares pour le deuxième semestre de l'année de 70 % par rapport aux niveaux de l'année précédente. »

Peter Grier poursuit en donnant des exemples qui montrent pourquoi la production des ETR et d'autres minéraux critiques est si vitale pour l'économie de guerre des États-Unis :



« Les groupes électrogènes qui produisent l'énergie électrique pour les avions contiennent tous des aimants en samarium-cobalt. La technologie furtive qui produit un bruit blanc pour aider à dissimuler le bruit des pales de rotor des hélicoptères utilise également de tels aimants. Les ailerons de queue et les gouvernails des avions F-22 se déplacent grâce à des moteurs dotés de puissants aimants miniatures en ETR. Les dispositifs de brouillage de la guerre électronique utilisent des terres rares, tout comme les systèmes de marquage d'objectif au laser et les armes au laser émergentes.

« Chaque chasseur d'attaque furtif F-35 nécessite 420 kilos de terres rares, selon le DOD [département de la Défense des États-Unis]. Chaque destroyer Arleigh Burke DDG-51 nécessite 2 400 kilos. Un sous-marin

SSN-774 de classe Virginia a besoin de 4 200 kilos[1]. »

Le PDG de Defense Metals, Craig Taylor, voit l'importance de la ressource Wicheeda pour les applications militaires, ajoutant : « Nous voyons des investissements de la part du DOD et du DOE [département de l'Énergie des États-Unis], mais pas suffisamment pour le moment. »

Le Canada est là pour aider à combler le fossé. C'est un Canada qui paie les riches et qui a intégré son économie à l'économie de guerre des États-Unis. Un tel Canada n'est pas de bon augure pour l'avenir. La direction donnée à l'économie ne montre pas que les développements futurs seront favorables aux peuples autochtones qui sont les gardiens des terres non cédées de la Colombie-Britannique ou au peuple canadien dont le désir le plus profond est que l'environnement social et naturel soit humanisé, et non dédié aux guerres d'agression et à l'enrichissement de quelques individus.

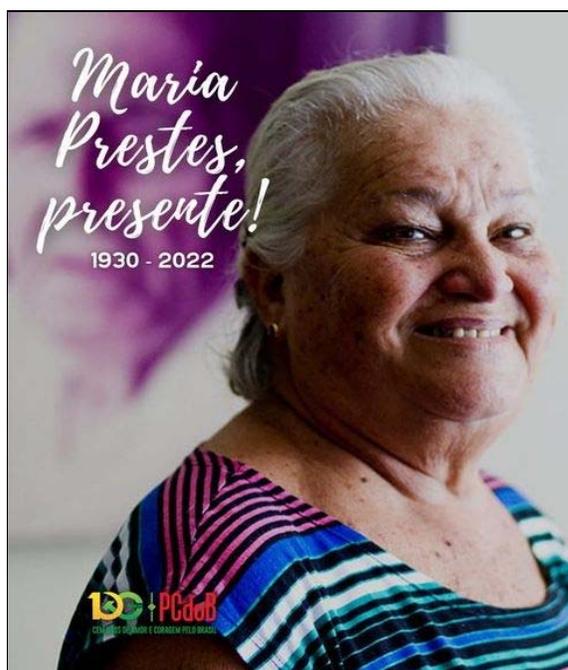
Note

1. « Rare-Earth Uncertainty » par Peter Grier, publié dans *Air Force Magazine*, 21 décembre 2017

(Avec des informations de *Ressources naturelles Canada*, *Northern Miner*, *Mining.com*, *Defense Metal*, *Air Force Magazine*, *LinkedIn*. Photos: LML, Lheidi T'enneh)

Parti communiste du Brésil

Un salut rouge à une combattante de longue date pour le pouvoir démocratique au Brésil



C'est avec une profonde tristesse que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a appris le décès de Maria Prestes, ce vendredi 4 février, à l'âge de 92 ans, des suites de complications causées par la COVID.

Militante révolutionnaire depuis sa jeunesse, Maria Prestes était la veuve du leader communiste Luiz Carlos Prestes, le légendaire « chevalier de l'espoir », avec qui elle a vécu près de quatre décennies.

Sa vie féconde a été consacrée au socialisme, à la préservation et à la diffusion du legs de Prestes, et à la prise en charge de sa famille, avec bonté et zèle.

Maria Prestes laisse neuf enfants, 25 petits-enfants et 25 arrière-petits-enfants, parmi lesquels sa petite-fille, la camarade Ana Maria

Prestes, cadre national du Parti communiste du Brésil (PCdoB).

Nous nous joignons au PCdoB pour incliner notre drapeau rouge en hommage à Maria Prestes. Le PCdoB a écrit à propos de cette remarquable communiste, femme et être humain, que pour elle « le plus grand hommage sera la continuité de la lutte pour un Brésil souverain, démocratique et socialiste ».

Parti communiste du Vietnam

Vive le Vietnam révolutionnaire à l'occasion de son 92e anniversaire!



Spectacle culturel à Ho Chi Minh ville, 3 février 2022, célébrant le 92e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Vietnam. (VNA)

Le 3 février est le 92e anniversaire historique de la fondation du Parti communiste du Vietnam (PCV) par le dirigeant légendaire du peuple vietnamien, le président Ho Chi Minh. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue le PCV à cette occasion et transmet ses plus chaleureuses salutations révolutionnaires au secrétaire général de son Comité central et président de la République, Nguyen Phu Trong et, à travers lui, à tous les membres du Parti et à l'héroïque peuple vietnamien pour toutes leurs réalisations.



Nous honorons la mémoire et le legs du dirigeant légendaire et premier architecte du Vietnam moderne, le président Ho Chi Minh ; nous rendons hommage à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour remporter la victoire dans la longue guerre de libération nationale contre le colonialisme français d'abord, puis contre l'impérialisme américain ; et nous sommes grandement inspirés par les exploits que les générations actuelles accomplissent en s'attaquant aux grandes difficultés et aux défis et en apportant des solutions qui bénéficient aux peuples du Vietnam et du monde.

En cette occasion, LML publie un rapport sur la Conférence nationale sur les relations étrangères que le PCV a tenue en décembre 2021.

L'objectif de la conférence était de discuter de la mise en oeuvre de la résolution du XIIIe Congrès national du PCV, qui s'est tenu du 25 janvier au 1er février 2021. Le rapport met en lumière certains des principaux points du discours prononcé lors de la conférence par le secrétaire général du PCV, Nguyen Phu Trong.

Le rapport sur la Conférence nationale sur les relations étrangères a été présenté par Philip Fernandez lors d'une réunion organisée par la Société d'amitié Canada-Vietnam le 23 janvier à l'occasion du 92e anniversaire de la fondation du PCV.

La politique extérieure du Vietnam est constructive et fondée sur les principes

- Philip Fernandez -



La Conférence nationale sur les affaires extérieures pour la mise en oeuvre de la Résolution du XIIIe Congrès du Parti communiste du Vietnam s'est tenue en décembre 2021. Il s'agissait de la toute première conférence nationale sur les affaires extérieures du Parti communiste du Vietnam (PCV) pour discuter de la politique extérieure du Vietnam. Elle a eu lieu à l'initiative directe du Bureau politique et du Secrétariat du PCV spécifiquement pour veiller à la mise en oeuvre des directives du XIIIe Congrès du Parti sur les affaires extérieures.

Le XIIIe Congrès du PCV a décidé de mettre en oeuvre un programme ambitieux. Il a notamment établi que d'ici 2030, l'année marquant le 100e anniversaire du Parti, le Vietnam sera un pays en développement doté d'une industrie moderne et d'un revenu intermédiaire de tranche supérieure et d'ici 2045, l'année du 100e anniversaire de la République démocratique du Vietnam, qui a précédé la République socialiste du Vietnam – il sera une société socialiste développée à revenu élevé.

Les lignes directrices adoptées lors du XIIIe Congrès en matière d'affaires extérieures ont :

- souligné que le Vietnam continuerait de mettre en oeuvre sa doctrine de longue date en matière de politique étrangère, à savoir l'indépendance, l'autonomie, la diversification et la multilatéralisation ;
- réaffirmé l'engagement du Vietnam à continuer d'être un ami, un partenaire fiable et un membre proactif et responsable de la communauté internationale ;
- souligné le rôle clé et les contributions importantes des affaires extérieures à la construction, à la

défense et au développement du pays ;

- reconnu le rôle pionnier de la diplomatie, avec trois objectifs principaux :

- 1) créer et maintenir un environnement pacifique et stable ;
- 2) mobiliser les ressources extérieures pour développer le pays ; et
- 3) améliorer la position et le prestige du Vietnam.

Cette approche adoptée par le XIIIe Congrès, qui consiste à mettre les préoccupations et les priorités de la nation en matière de diplomatie étrangère à l'ordre du jour du Parti et de la nation tout entière, est une réfutation convaincante de la propagande que nous entendons des cercles dirigeants de pays comme le Canada, qui assimilent le communisme et les partis communistes à l'autoritarisme. C'est un contraste frappant avec les pays basés sur le système parlementaire de Westminster, dit représentatif, où des questions aussi graves que la guerre et la paix relèvent du secret d'État, sur lesquelles même les députés élus n'ont pas leur mot à dire. Dans ces pays, les affaires extérieures sont également étroitement liées à l'économie, non pas d'une manière fondée sur l'avantage réciproque, mais d'une manière qui sert des intérêts privés étroits et qui est utilisée pour justifier l'agression et la guerre.

Dans son allocution à la Conférence de décembre, le secrétaire général du PCV, Phu Trong Nguyen, a déclaré : « Notre conférence d'aujourd'hui revêt une signification particulièrement importante (certains camarades la qualifient même d'historique) car elle est organisée pour la première fois sous la direction directe du Bureau politique et du Secrétariat afin de discuter des affaires extérieures du Parti, de la diplomatie de l'État, de la diplomatie populaire et de l'action extérieure de l'ensemble du système politique. »

Phu Trong Nguyen a déclaré que la conférence a lieu au moment « où l'ensemble du Parti, du peuple et de l'armée sont en train de déployer tous les efforts afin de mettre en oeuvre la Résolution du XIIIe Congrès du Parti dans un contexte où éléments favorables et opportunités s'alternent avec difficultés et défis ».



Le secrétaire général du PCV Phu Trong Nguyen s'adressant à la conférence.

« L'oeuvre d'édification et de défense nationales, qui entre dans une nouvelle période aux exigences plus élevées, nous demande de faire valoir au maximum nos forces internes en parallèle avec la mobilisation des ressources externes. » Cette conférence, a-t-il ajouté, sera également « une bonne occasion pour que les organes du Parti et de l'État à différents échelons ainsi que tout le corps personnel en charge des affaires extérieures puissent mieux appréhender l'état des lieux et la place de notre pays dans la région et dans le monde, le rôle des affaires extérieures dans la stratégie globale d'édification et de défense nationales. La conférence permettra ainsi de créer un nouvel élan, de nouvelles motivations et de nouvelles forces dans les activités de relation extérieure ».

La politique des affaires extérieure est profondément imprégnée de l'identité nationale

Le secrétaire général du PCV, Phu Trong Nguyen, a souligné que la politique extérieure du

Vietnam est profondément ancrée dans l'histoire et la matière intellectuelle du peuple vietnamien. Il a déclaré : « Tout au long de son histoire millénaire, les objectifs immuables de notre peuple sont l'indépendance, l'autonomie et la primauté des intérêts nationaux. »

« Nos prédécesseurs ont développé une philosophie qui défie le temps : recourir à la diplomatie pour prévenir les guerres ou pour y mettre fin, mettre la diplomatie au service de l'édification et de la défense de la nation », a-t-il ajouté.

« Durant la période de Ho Chi Minh, la diplomatie vietnamienne est développée en une diplomatie moderne et imprégnée de l'identité nationale », a-t-il dit. « Le président Ho Chi Minh a posé les pierres angulaires pour la diplomatie révolutionnaire qu'il a directement dirigée et guidée. »

« Sur le fondement de la philosophie diplomatique traditionnelle de nos ancêtres, Ho Chi Minh l'a portée à une nouvelle hauteur en alliant parfaitement le patriotisme et la culture nationale aux quintessences culturelles et aux expériences diplomatiques du monde. »

« Ho Chi Minh ne voulait pas la guerre ni à son pays, ni aux autres pays, a dit le secrétaire général. Son esprit d'humanisme, son idéal de justice, son aspiration pour la paix, l'indépendance, la liberté et le bonheur de tous les peuples sont autant de symboles de la combinaison parfaite entre la culture vietnamienne et la culture de l'humanité. »

« Durant les 35 dernières années de renouveau [*Doi Moi*], en prenant en héritage les valeurs de la diplomatie traditionnelle du Vietnam et les pensées de Ho Chi Minh, notre Parti n'a pas cessé de compléter et de perfectionner l'approche d'une diplomatie axée sur l'indépendance, l'autonomie et l'ouverture pour la paix, la coopération et le développement. Nous menons une politique étrangère basée sur trois piliers : le multilatéralisme, la diversification des relations et l'intégration proactive à la vie internationale », a déclaré le secrétaire général.

L'ère du Renouveau



L'ambassadeur Dang Dinh Quy, représentant permanent de la République socialiste du Vietnam à l'ONU prenant la parole sur le besoin de réformer le Conseil de sécurité de l'ONU, lors de la réunion de l'ONU, le 24 novembre 2021.

Le secrétaire général Nguyen Phu Trong a souligné que cet héritage historique laissé par Ho Chi Minh a propulsé le service diplomatique vietnamien comme « le fer de lance pour faire sortir le pays du blocus et de l'embargo, établir les relations avec de nombreux partenaires, ouvrir de

nouvelles perspectives pour l'oeuvre de renouveau et d'intégration du pays. »

Les réalisations parlent d'elles-mêmes :

- Le Vietnam entretient des relations diplomatiques avec 189 des 193 membres des Nations unies.
- Le Vietnam est un membre actif et responsable de plus de 70 organisations internationales et forums importants, tels que les Nations unies, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le Sommet Asie-Europe (ASEM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour n'en citer que quelques-uns.
- Le PCV tisse des liens avec 247 partis politiques dans 111 pays, dont 90 partis communistes et ouvriers, des partis au pouvoir et des partis ayant un rôle important.
- L'Assemblée nationale du Vietnam entretient des relations avec les institutions parlementaires dans 140 pays et participe activement à de nombreux forums interparlementaires internationaux importants.
- Le travail diplomatique mené par le gouvernement vietnamien à travers les piliers politique, de défense, de sécurité, économique et socioculturel a progressé.
- Les organisations d'amitié de masse se sont également engagées de manière concrète dans les relations extérieures, enrichissant l'amitié entre le peuple vietnamien et les peuples du monde.
- Le Vietnam a réussi à créer un environnement international favorable et à mobiliser des ressources extérieures pour accompagner et accélérer l'industrialisation, la modernisation et le développement socio-économique.
- Le Vietnam a pu faire appel au soutien de la communauté internationale en termes de vaccins, de matériels médicaux et de médicaments de traitement, une contribution essentielle à la lutte contre la pandémie et de la relance économique du pays. Plus de 172,7 millions de doses de vaccin COVID-19 ont été administrées dans le pays à ce jour, 73,9 % de la population étant entièrement vaccinée.
- Alors qu'il y a seulement 30 ans, le Vietnam entretenait des liens économiques et commerciaux avec une trentaine de pays et territoires, ce nombre est aujourd'hui de 230.
- La valeur totale du commerce extérieur s'est établie cette année à environ 600 milliards de dollars soit environ 120 fois de plus en comparaison avec celle enregistrée durant les premières années de Renouveau.
- La position et le prestige du Vietnam dans la région et dans le monde ne cessent de se rehausser, et le Vietnam contribue avec proactivité et responsabilité au maintien de la paix et de la coopération pour le développement et le progrès dans le monde.

Ce ne sont là que quelques-unes des réalisations du Vietnam. Le secrétaire général a souligné : « Ces réalisations sont dues à la direction judicieuse, clairvoyante, persévérante du Comité central du Parti, en particulier celle du Bureau politique et du Secrétariat ; à l'administration proactive et flexible de l'État ; au large soutien de tout le peuple. »

Les lignes directrices pour les conditions d'aujourd'hui

Le secrétaire général Nguyen Phu Trong a ensuite évoqué le climat international dans lequel le Vietnam trace sa voie.

« Dans les années à venir, il est prévu que la situation mondiale et régionale continuera à connaître

de nombreux changements rapides, complexes et imprévisibles. La paix, la coopération et le développement demeureront une grande tendance. Cependant, le monde se trouvera devant de nombreux obstacles, difficultés et défis. La mondialisation et l'intégration internationale ne cesseront d'évoluer, mais se trouveront également menacées par la montée du nationalisme extrême, la concurrence stratégique, la concurrence économique et les guerres commerciales féroces.

« Sous l'impact de la pandémie de Covid-19, le monde est actuellement tombé dans une grave crise globale. La quatrième révolution industrielle s'est fortement développée, créant des avancés dans de nombreux domaines, apportant à la fois des opportunités et des défis pour tous les pays. Ces derniers ajustent leurs stratégies et modèles de développement pour s'adapter aux nouvelles situations. L'Asie pacifique occupe une place stratégique de plus en plus importante. En Asie du Sud-Est, la sécurité et les revendications litigieuses de la souveraineté en mer de l'Est restent compliquées. »

Gardant ces conditions à l'esprit, le secrétaire général Nguyen Phu Trong a développé six domaines de travail que le Parti a identifiés comme étant d'une importance particulière pour la réalisation des lignes directrices de la politique étrangère adoptées lors du XIIIe Congrès.

1. L'importance de prêter attention et de développer une bonne compréhension des événements mondiaux en cours, qui, selon le Secrétaire général Nguyen Phu Trong, « ont causé de nombreux problèmes qui passent au-delà des prévisions normales ».
2. Mettre en oeuvre la politique étrangère du Vietnam, fondée sur l'indépendance, l'autonomie, la paix, la coopération et le développement, afin d'assurer la stabilité politique du pays et de défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du Vietnam.
3. Continuer à développer la participation active du Vietnam dans les organisations multilatérales et internationales, y compris l'ONU, l'ASEAN et d'autres forums.
4. Étendre et développer l'efficacité de la coopération économique, culturelle, politique, sécuritaire et de défense du Vietnam avec d'autres pays, en premier lieu les pays voisins et les grandes puissances. Le Vietnam donnera la priorité à l'élargissement de l'accès au marché pour les biens, les services et les travailleurs vietnamiens et à l'attraction de financement, de technologies, d'expertise en gestion et d'investissements directs étrangers.

Le renforcement des relations avec les près de 5 millions de Vietnamiens de la diaspora est important pour le projet d'édification de la nation vietnamienne. Le Vietnam s'efforce également d'assurer leur bien-être dans leur pays de résidence et leur fournit une aide pour maintenir leur langue, leur patrimoine et leur identité vietnamiens.

5. Améliorer la capacité du Vietnam à évaluer l'élan de la quatrième révolution industrielle et de la transformation numérique qui entraîne d'énormes changements. Des facteurs tels que l'épidémie mondiale et le changement climatique seront également suivis de près.

Garantir les exigences en matière de recherche et de prévision stratégiques est extrêmement important. Le secrétaire général a appelé les délégués à prêter une attention particulière au contenu des complexités au fur et à mesure que les événements se déroulent. Il a déclaré : « Je dis avec humour que c'est bien inquiétant lorsqu'on ne connaît pas ; si l'on connaît, il n'y a plus raison de s'inquiéter ! »

6. Enfin, reconnaissant l'importance de la diplomatie pour réaliser le travail de d'édification de la nation fixé par le XIIIe Congrès, une attention particulière est accordée au choix et à la formation idéologique des cadres et du personnel impliqués dans les affaires diplomatiques et le service extérieur.

Le secrétaire général Nguyen Phu Trong a conclu ses remarques en reconnaissant que le monde change rapidement. Bien que des difficultés demeurent sur le chemin de notre progrès, a-t-il dit, notre perspective est très brillante. L'ensemble de notre Parti, de notre peuple et de notre armée sont unis, avec la plus grande détermination, pour réaliser la résolution du XIIIe Congrès national du Parti. Chaque Vietnamien, qu'il soit dans son pays ou à l'étranger, souhaite que notre pays devienne puissant et prospère, qu'il soit aux côtés des peuples des cinq continents, comme le souhaitait le président Ho Chi Minh.

(Photos: VNA, Baoquoc)

Site Web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca